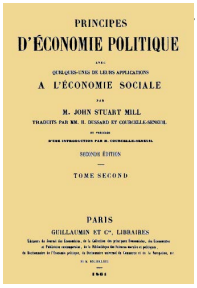
PRINCIPES
D'ÉCONOMIE POLITIQUE
QUELQUES-UNES DE LEURS APPLICATIONS
A L'ÉCONOMIE SOCIALE
M. JOHN STUART MILL
TOME SECOND
PARIS
GUILLAUMIN ET Cie, LIBRAIRES

John Stuart Mill
Principes d'économie politique
1848
Livre IV

CHAPITRE VI

DE L'ÉTAT STATIONNAIRE

§ 1. — L'état stationnaire est redouté par les écrivains.

Les chapitres précédents contiennent la théorie du progrès économique de la société dans le sens où on le comprend ordinairement, et qui consiste en un accroissement des capitaux, de la population et des arts de la production. Mais lorsqu'on étudie un mouvement progressif qui n'est pas naturellement infini, l'esprit n'est pas satisfait d'embrasser simplement les lois de ce mouvement ; il ne peut manquer de se poser la question : Où tendons-nous ? A quel but définitif la société marche-t-elle avec ses progrès industriels ? Lorsque ces progrès cesseront, quelle sera la condition dans laquelle ils laisseront l'humanité ?

Les économistes n'ont pu manquer de voir plus ou moins distinctement que l'accroissement de la richesse n'est pas illimité ; qu'à la fin de ce qu'on appelle l'état progressif, se trouve l'état stationnaire ; que tous les progrès que fait la richesse ne servent qu'à l'ajourner, et que chaque pas qu'elle fait en avant nous en rapproche. Nous avons pu reconnaître que ce but est toujours assez rapproché pour que nous puissions l'apercevoir, que nous sommes toujours à la veille de l'atteindre, et que si nous n'y sommes pas arrivés depuis longtemps, c'est parce que le but lui-même fuit devant nous. Les pays les plus riches et les plus prospères arriveraient bientôt à l'état stationnaire, si les arts de la production cessaient de faire des progrès, et si les capitaux cessaient de déborder de ces pays dans les pays incultes ou mal cultivés des autres parties de la terre.

Cette impossibilité d'échapper après tout à l'état stationnaire, cette inévitable nécessité de voir le fleuve de l'industrie humaine aboutir en fin de tout à une mer stagnante, a dû présenter aux

économistes des deux dernières générations une perspective désagréable et peu encourageante, car la tendance de leurs écrits est de placer dans l'état progressif, et dans l'état progressif seulement, tout ce qui est économiquement désirable. D'après M. Mac Culloch, par exemple, la prospérité ne consisterait pas en une production considérable et en une bonne distribution de la richesse, mais en un rapide accroissement de la richesse; cet économiste mesure la prospérité au taux des profits, et comme la tendance de l'accroissement de la richesse, qu'il appelle prospérité, est justement d'abaisser le taux des profits, le progrès économique doit, d'après lui, finir par détruire la prospérité. Adam Smith dit toujours que la condition de la masse du peuple, bien qu'elle ne soit pas précisément misérable dans l'état stationnaire, y est contenue et resserrée et ne peut être bonne que dans l'état progressif. La doctrine d'après laquelle, quelque loin que les efforts continus de l'humanité reculent sa destinée, les progrès de la société doivent « échouer sur des bas-fonds de misère, » loin d'être, comme bien des gens se le figurent, une invention scélérate de Malthus, a été implicitement ou explicitement affirmée par ses plus illustres prédécesseurs et ne peut être combattue avec succès que par ses principes. Avant qu'on eût remarqué que le principe de la population règle le montant de la rémunération du travail, la population qui croissait était considérée comme une quantité fixe : on affirmait au moins que, dans l'état naturel et normal des choses humaines, la population devait constamment augmenter, d'où il résultait qu'un accroissement perpétuel des moyens de subsistance était essentiel au bien-être de la masse de l'humanité. La publication de l'*Essai* de Malthus a marqué une ère à dater de laquelle on a mieux vu la question ; et malgré les erreurs constatées de la première édition, peu d'écrivains ont autant travaillé que Malthus lui-même dans ses éditions suivantes, pour propager des prévisions plus justes et plus consolantes.

Même lorsque la somme des capitaux s'accroît, dans les vieilles sociétés, il est nécessaire que les progrès de la population soient contenus par la prudence, afin d'empêcher que, ces progrès venant à dépasser ceux des capitaux, la condition des classes qui forment le fonds de la société ne devienne plus mauvaise. Lorsqu'il n'existe pas dans le peuple ou dans une grande partie du peuple une résistance énergique à l'abaissement de condition, une réso-

lution de conserver le niveau d'aisance ordinaire, la condition de la classe la plus pauvre s'abaisse, même dans l'état progressif, jusqu'à la dernière limite de sa patience. La même détermination pourrait maintenir la condition des classes inférieures dans l'état stationnaire, et on pourrait tout aussi bien l'y rencontrer que dans l'état progressif. En réalité, de notre temps, les pays dans lesquels le mouvement de la population est réglé par la plus grande prudence sont souvent ceux dans lesquels la somme des capitaux augmente le plus lentement. Lorsqu'on a la perspective d'un emploi illimité pour tous les bras qui peuvent se présenter, il faut s'attendre à voir moins de prudence. S'il était évident que personne ne trouvera d'emploi autrement qu'en déplaçant ou en remplaçant quelqu'un d'employé, les influences combinées de la prudence et de l'opinion publique pourraient, jusqu'à un certain point, réduire le nombre de la génération qui s'élève de manière à ce qu'il fût rigoureusement suffisant pour remplacer la génération qui s'en va.

§ 2. — L'état stationnaire n'est point redoutable par lui-même.

Aussi ne puis-je éprouver pour l'état stationnaire des capitaux et de la richesse cette aversion sincère qui se manifeste dans les écrits des économistes de la vieille école. Je suis porté à croire qu'en somme il serait bien préférable à notre condition actuelle. J'avoue que je ne suis pas enchanté de l'idéal de vie que nous présentent ceux qui croient que l'état normal de l'homme est de lutter sans fin pour se tirer d'affaire, que cette mêlée où l'on se foule aux pieds, où l'on se coudoie, où l'on s'écrase, où l'on se marche sur les talons et qui est le type de la société actuelle, soit la destinée la plus désirable pour l'humanité, au lieu d'être simplement une des phases désagréables du progrès industriel. Les États du nord et du centre de l'Amérique sont un spécimen de cette période de civilisation dans les circonstances les plus favorables. En effet, ces pays se trouvent dégagés en apparence de toutes les injustices, de toutes les inégalités sociales qui gênent la partie masculine de la race caucasienne, tandis que la proportion dans laquelle se trouvent la population, les capitaux et la terre, assure l'abondance à tout homme valide qui ne s'en rend pas indigne par sa mauvaise conduite. Ils ont les six articles récla-

més par le chartisme et point de misère : et cependant, bien qu'il y ait des signes d'une tendance meilleure, le résultat de tant d'avantages, c'est que la vie de tout un sexe est employée à courir après les dollars, et la vie de l'autre à élever des chasseurs de dollars. Ce n'est pas une perfection sociale dont la réalisation puisse devenir le but des philanthropes à venir. Il est très-convenable que tant que richesse est puissance et que l'objet de l'ambition de chacun est de devenir aussi riche que possible, le chemin de la fortune soit également ouvert à tous, sans faveur ni partialité. Mais le meilleur état pour la nature humaine est celui dans lequel personne n'est riche, personne n'aspire à devenir plus riche et ne craint d'être renversé en arrière par les efforts que font les autres pour se précipiter en avant.

Que l'énergie de l'humanité soit appliquée à la conquête des richesses, comme elle était appliquée autrefois aux conquêtes de la guerre, en attendant que les esprits plus élevés donnent aux autres une éducation plus élevée, cela vaut mieux que si l'activité humaine se rouillait en quelque sorte et restait stagnante. Tant que les esprits sont grossiers, il leur faut des stimulants grossiers : qu'ils les aient donc. Cependant ceux qui ne considèrent pas cette jeunesse du progrès humain comme un type définitif seront excusables peut-être de rester indifférents à une espèce de progrès économique dont se félicitent les politiques vulgaires : au progrès de la production et de la somme des capitaux. Il importe pour le salut de son indépendance nationale qu'un pays ne reste pas sous ce rapport trop en arrière de ses voisins. Mais ces progrès ont en eux-mêmes peu d'importance tant que l'accroissement de la population ou toute autre cause empêche la masse du peuple d'en retirer aucun avantage. Je ne vois pas pourquoi il y aurait lieu de se féliciter de ce que des individus, déjà plus riches qu'il n'est besoin, doublent la faculté de consommer des choses qui ne leur procurent que peu ou point de plaisir, autrement que comme signe de richesse ; ou de ce qu'un plus grand nombre d'individus passent chaque année de la classe moyenne dans la classe riche ou de la classe des riches occupés dans celle des riches oisifs. C'est seulement dans les pays arriérés que l'accroissement de la production a encore quelque importance : dans ceux qui sont plus avancés, on a bien plus besoin d'une distribution meilleure dont la condition indispensable est une restriction du principe de la

population. Des institutions égalitaires, justes ou injustes ne peuvent, seules, atteindre le but ; elles pourraient abaisser les sommets de la société, mais elles ne sauraient en élever les vallées d'une manière durable.

D'autre part, nous pouvons supposer qu'on parvienne à cette meilleure distribution des richesses par l'effet combiné de la prudence et de la frugalité des individus et d'un système d'éducation favorable à l'égalité des fortunes, autant que cela est possible, sans attenter à la liberté que chacun a de disposer des fruits considérables ou médiocres de son travail. Nous pouvons supposer, par exemple, comme nous l'avons indiqué (1) dans un précédent chapitre, qu'on limite la somme que chacun peut recevoir par succession ou donation à ce qui suffit pour favoriser un état d'indépendance modérée. Sous cette double influence, la société se distinguerait par les traits suivants : un corps nombreux et bien payé de travailleurs ; peu de fortunes énormes, à part celles qui auraient été gagnées et accumulées durant la vie d'un homme, mais un bien plus grand nombre de personnes qu'on n'en compte aujourd'hui, non-seulement exemptes des travaux les plus rudes, mais jouissant d'assez de loisirs du corps et de l'âme pour cultiver librement les arts qui embellissent la vie (*graces of life*), et donner des exemples aux personnes moins bien placées pour cela. Cette condition de la société, bien meilleure que celle d'aujourd'hui, est non-seulement compatible avec l'état stationnaire, mais elle semble plus facile à réaliser dans cet état que dans tout autre.

Sans doute, il y a place dans le monde et même dans les vieilles sociétés pour un grand accroissement de population, en supposant que les arts de la production continueront de faire des progrès, et que les accumulations continueront aussi. Mais lors même que cet accroissement de population ne serait pas nuisible, je ne vois guère, je l'avoue, de motifs de le désirer. Dans tous les pays les plus peuplés, on est parvenu à une densité de population suffisante pour permettre à l'humanité d'obtenir au plus haut point les avantages de l'action en commun et des relations sociales. Une population peut être trop pressée, lors même que personne ne manquerait de pain, ni de vêtements. Il n'est pas bon pour l'homme d'être toujours et malgré lui en présence de ses sembla-

(1) Tome Ier, livre II, ch. II, 5-4.

bles : un monde dans lequel il n'y aurait pas de solitude serait un pauvre idéal. La solitude, c'est-à-dire une certaine mesure d'isolement, est la condition nécessaire de toute profondeur de pensée et de caractère, et la solitude en présence des beautés et de la grandeur de la nature est le berceau de pensées et d'aspirations qui sont non-seulement bonnes pour l'individu, mais utiles à la société. Il n'y a pas grand plaisir à considérer un monde où il ne resterait rien de livré à l'activité spontanée de la nature, où tout *rood* de terre propre à produire des aliments pour l'homme serait mis en culture ; où tout désert fleuri, toute prairie naturelle seraient labourés ; où tous les quadrupèdes et tous les oiseaux qui ne seraient pas apprivoisés pour l'usage de l'homme, seraient exterminés comme des concurrents qui viennent lui disputer sa nourriture ; où toute haie, tout arbre inutile seraient déracinés ; où il resterait à peine une place où pût venir un buisson ou une fleur sauvage, sans qu'on vînt aussitôt les arracher au nom des progrès de l'agriculture. Si la terre doit perdre une grande partie de l'agrément qu'elle doit à des objets que détruirait l'accroissement continu de la richesse et de la population, et cela seulement pour nourrir une population plus considérable, mais qui ne serait ni meilleure, ni plus heureuse, j'espère sincèrement pour la postérité, qu'elle se contentera de l'état stationnaire longtemps avant d'y être forcée par la nécessité.

Il n'est pas nécessaire de faire observer que l'état stationnaire de la population et de la richesse n'implique pas l'immobilité du progrès humain. Il resterait autant d'espace que jamais pour toute sorte de culture morale et de progrès moraux et sociaux ; autant de place pour améliorer l'art de vivre et plus de probabilité de le voir amélioré lorsque les âmes cesseraient d'être remplies du soin d'acquérir des richesses. Les arts industriels eux-mêmes pourraient être cultivés aussi sérieusement et avec autant de succès, avec cette seule différence, qu'au lieu de n'avoir d'autre but que l'acquisition de la richesse, les perfectionnements atteindraient leur but, qui est la diminution du travail. Il est douteux que toutes les inventions mécaniques faites jusqu'à ce jour aient diminué la fatigue quotidienne d'un seul être humain. Elles ont permis à un plus grand nombre d'hommes de mener la même vie de réclusion et de travaux pénibles et à un plus grand nombre de manufacturiers et autres de faire de grandes fortunes : elles ont augmenté l'aisance

des classes moyennes; mais elles n'ont pas encore commencé à opérer dans la destinée de l'humanité les grands changements qu'il est dans leur nature de réaliser. Ce ne sera que quand, avec de bonnes institutions, l'humanité sera guidée par une judicieuse prévoyance, que les conquêtes faites sur les forces de la nature par l'intelligence et l'énergie des explorateurs scientifiques deviendront la propriété commune de l'espèce et un moyen d'améliorer et d'élever le sort de tous.